

E-BULLETIN DE L'UIP

N°14 – 14 novembre 2012

Relier politique et commerce international : la Conférence parlementaire sur l'OMC

- Plus de 250 parlementaires et experts parlementaires spécialisés dans le commerce international se réuniront à Genève les 15 et 16 novembre à l'occasion de la [session annuelle de la Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce](#) (OMC). Le Cycle de Doha de négociations commerciales étant toujours dans l'impasse et l'impact de la crise financière mondiale continuant à se faire sentir, les parlementaires réfléchiront à la manière de mettre en place des règles internationales fortes et d'exercer un véritable leadership politique en matière de commerce et d'économie. Cette conférence, lancée il y a dix ans par l'Union interparlementaire et le Parlement européen, tentera de donner une impulsion politique au processus de négociation multilatéral et de renforcer le contrôle parlementaire sur les négociations commerciales mondiales. Sur le thème « Revenir aux fondamentaux : relier politique et commerce », les participants débattront, aux côtés de leurs collègues parlementaires et de plusieurs responsables de l'OMC et négociateurs gouvernementaux, du commerce international en tant qu'outil de croissance économique, de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté. Ils entendront le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, et ils recueilleront des informations de première main issues du Groupe d'experts de l'OMC sur l'avenir du commerce mondial, nouvellement créé. La Conférence se conclura par l'adoption d'un document final sur les mesures à prendre pour instaurer un système commercial multilatéral qui soit équitable et équilibré.

L'UIP appelle à une mobilisation des législateurs pour mettre fin aux violences faites aux femmes

- L'UIP plaide pour la mise en place de cadres législatifs solides visant à mettre hors-la-loi les violences faites aux femmes au moment où l'Organisation s'apprête à célébrer - le 25 novembre - la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Face à ce fléau commun à tous les pays, l'UIP met à la disposition des parlements des ressources et des outils pour marquer la Journée internationale par des événements spéciaux sur le thème de cette année : [Utiliser la législation pour combattre la violence faite aux femmes et aux filles](#). Même si dans près de 75 pour cent des pays la loi garantit l'égalité entre hommes et femmes et si les violences conjugales sont proscrites par la loi dans un nombre croissant de pays, la mise en application de ces textes tarde à se concrétiser et les violences faites aux femmes restent très répandues. La Campagne de l'UIP sur les violences envers les femmes, lancée en 2008, a contribué à la mise en place d'un leadership parlementaire sur ce dossier et a accompagné le travail législatif dans nombre de régions. Ainsi, aux Maldives, elle a suscité l'adoption en début d'année de nouvelles dispositions législatives réprimant la violence conjugale. En Afrique, l'UIP a contribué à briser le tabou qui entoure les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que les mutilations génitales féminines, et elle a accompagné la rédaction de projets de loi actuellement à l'examen au Togo et au Burkina Faso. Un séminaire régional ayant vocation à aider les parlements d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe à suivre l'application des lois sur les violences faites aux femmes se tiendra les 5 et 6 décembre à Dar es-Salaam, en Tanzanie.

Atelier parlementaire UIP pour la région des Caraïbes sur la représentation politique et le travail de circonscription

- Parlementaires et ministres de la région des Caraïbes se réuniront à Trinité-et-Tobago fin novembre pour réfléchir à des moyens pratiques de retrouver le contact avec les électeurs au moment où l'on observe une défiance croissante

vis-à-vis des dirigeants politiques et où les citoyens exigent plus que jamais qu'on leur rende des comptes. Cette réunion, qui se tiendra à [Port-of-Spain les 26 et 27 novembre](#) et qui est organisée par l'UIP et le Parlement de Trinité-et-Tobago, s'appuiera sur les conclusions du [Rapport parlementaire mondial](#) publié conjointement par l'UIP et le PNUD, rapport qui a vocation à aider les parlementaires à mieux comprendre les attentes des citoyens et à y répondre, ainsi qu'à mieux s'acquitter de leur fonction de représentation. Parlementaires et ministres dialogueront sur les défis auxquels ils sont confrontés pour répondre aux attentes des électeurs, et ils confronteront leurs expériences respectives sur la manière de traiter les demandes qui leur parviennent de leurs circonscriptions. Pendant les deux journées que durera cette réunion, les participants mettront au point des solutions pratiques pour gérer stratégiquement leurs dossiers et identifier les mesures que les parlements peuvent prendre immédiatement pour améliorer le travail dans les circonscriptions, au niveau tant local que national. Ce sera en outre l'occasion pour les parlements de la région de réfléchir aux perspectives de coopération interparlementaire par le truchement de l'Union interparlementaire.

Selon un rapport qui vient de paraître, les parlements n'ont jamais autant utilisé les médias sociaux pour dialoguer avec les citoyens - Les parlements recourent plus que jamais aux médias sociaux et aux technologies mobiles pour faciliter le travail de leurs membres et mieux associer les citoyens à leur action. C'est ce qui ressort du [Rapport mondial 2012 sur l'e-Parlement](#). Ce rapport, publié conjointement par l'Union interparlementaire et l'ONU, exploite des informations recueillies auprès de 156 parlements sur l'utilisation qu'ils font des TIC, et il les compare avec les données recueillies par deux enquêtes datant de 2007 et 2009. Pour la première fois, les médias sociaux figurent parmi les dix méthodes de communication les plus utilisées par les parlements pour impliquer les citoyens dans leur travail, indique le rapport. Parallèlement, l'emploi des technologies mobiles est en plein essor dans les parlements. Plus de 50 pour cent d'entre eux fournissent désormais des smartphones ou des tablettes aux parlementaires. Pourtant, si la communication avec les citoyens s'est sensiblement améliorée, elle ne progresse pas aussi vite que les autres utilisations des TIC. Globalement, les contraintes financières et les problèmes d'effectifs sont les deux principaux obstacles à une utilisation optimale des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans tous les pays, peut-on lire en conclusion dans le rapport.

Renforcer le rôle des parlementaires dans la mise en œuvre de l'Examen périodique universel des Nations Unies – Au titre des activités que mène l'UIP pour promouvoir les droits de l'homme et renforcer la contribution parlementaire aux travaux des mécanismes de promotion des droits de l'homme des Nations Unies, l'UIP et le Secrétariat du Commonwealth tiennent cette semaine à Genève un séminaire sur la participation des parlementaires à l'Examen périodique universel (EPU). Grâce à l'EPU, mis en place récemment, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies peut dresser régulièrement le bilan de tous les Etats Membres de l'ONU en matière de droits de l'homme. S'appuyant sur une série d'études de cas et sur des discussions, quelque 90 participants de toutes les régions géographiques ont confronté leurs expériences respectives de l'EPU, ont identifié les défis à relever et ont réfléchi à des moyens plus efficaces de procéder à l'examen de la situation des droits de l'homme dans les pays et de mettre en œuvre, au niveau national, les recommandations de l'EPU.

Nombre record de femmes élues au Congrès américain – Même si les résultats définitifs ne sont pas encore connus, les dernières élections aux Etats-Unis se sont traduites

par le plus grand nombre de femmes jamais élues au Congrès. Les femmes détiennent près d'un siège de sénateur sur cinq, avec 20 sièges, chiffre le plus élevé de l'histoire du pays. Au moins 77 femmes auront des sièges à la Chambre des représentants, le chiffre définitif restant à confirmer. Quatre Etats ont, pour la première fois, élu des femmes au Sénat américain et le New Hampshire est le premier Etat représenté exclusivement par des femmes dans les deux chambres ainsi qu'au niveau exécutif avec l'élection d'une femme au poste de gouverneur. Avant les dernières élections, les Etats-Unis se classaient au 80^{ème} rang du classement mondial des femmes au Parlement établi par l'UIP, avec de 17 pour cent au total de femmes dans les deux chambres. Ces chiffres vont changer lorsque les résultats définitifs seront rendus publics. Ce résultat aux élections américaines intervient à la fin d'une année qui a vu plusieurs avancées importantes pour les femmes au Parlement en Algérie, en France et ailleurs. Ils marquent une étape dans de nouveaux progrès vers la parité en politique.